

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving  
PWGSC  
33 City Centre Drive  
Suite 480  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5  
Bid Fax: (905) 615-2095**

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
Ontario Region  
33 City Centre Drive  
Suite 480  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5

<b>Title - Sujet</b> Environmental Services-	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EQ447-141642/A	<b>Date</b> 2014-05-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EQ447-141642	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>File No. - N° de dossier</b> TOR-3-36209 (304)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$TOR-304-6589	
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale 2014-04-24	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-05-23</b>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Shaw, Marian	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> tor304
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (905) 615-2065 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (905) 615-2060
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

La modification n°003 vise à apporter les révisions suivantes à la DOC et à répondre aux questions des soumissionnaires reçues à ce jour.

### **À L'ANNEXE «D», FORMULAIRES**

Supprimer: Le formulaire 1C dans son intégralité.

Remplacer par: Le formulaire 1C (rév. 1) ci-joint.

### **QUESTIONS ET RÉPONSES**

Q1. Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection

a. 1.1.1 Critères techniques obligatoires

i. Au point 3 de ces critères, il est indiqué : «Toutes les personnes doivent être des employés directs de l'entreprise». À l'article 2 de la partie 1, on peut lire «Il est toutefois possible pour les offrants de présenter une offre en coentreprise». Si les offrants choisissent de présenter une offre en coentreprise, est-ce que l'exigence relative aux employés directs s'applique à tous les employés des entreprises qui font partie de la coentreprise?

ii. À l'article 3, est-ce que des restrictions s'appliquent aux personnes qui remplissent une fonction dans plus d'un volet?

b. 1.1.2 Critères techniques cotés

i. Partie 3. Est-ce que TPSGC peut confirmer que le formulaire3B doit être rempli pour tous les candidats, exception faite des membres clés du personnel dont l'expérience figure dans le formulaire4?

ii. Partie 3c) Accréditation. Est-ce que TPSGC peut préciser quelles accréditations sont jugées acceptables dans le cadre de ce besoin, car pour de nombreuses spécialisations il n'y a pas d'accréditation en particulier.Par exemple, le spécialiste de l'évaluation environnementale principal (volet 1) ou l'évaluateur du risque principal (volet 3).Est-ce qu'un titre de personne qualifiée (PQ) pour l'évaluation environnementale de site ou l'évaluation du risque (RE) en Ontario est une forme d'accréditation acceptable? Est-ce qu'un titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) est acceptable?

iii. Partie 3c) Accréditation. Dans la DDP, on indique que «Les professionnels de niveau supérieur et intermédiaire doivent être titulaires d'une accréditation intégrale». Est-ce que TPSGC peut préciser ce qu'il entend par «accréditation intégrale»? Aussi, si un professionnel de niveau supérieur ou intermédiaire n'est pas titulaire d'une accréditation pertinente, est-ce qu'il sera tout de même admissible pour cette

spécialisation, tout en recevant une note plus basse? Ou est-ce qu'il sera jugé non admissible pour cette spécialisation?

R1. a. i. Voir la réponse 2.b) de la modification n°2 à la DOC.

ii. Ne s'applique pas à la programme fédéral des marchés réservés aux entreprises autochtones (PMREA) DOC.

b. i. Oui, nous confirmons.

ii. La note sera attribuée indépendamment du fait que le candidat proposé est titulaire ou non d'un permis de pratique pour le territoire en question et d'une accréditation adéquate. L'Ontario est l'administration responsable de toutes les spécialisations relevant de l'Ontario, exception faite des accréditations qui ne sont pas délivrées à l'échelle régionale. Aucune association professionnelle ne considère le titre PQ comme une accréditation valable et, par conséquent, il n'est pas jugé acceptable. Le titre de spécialiste l'environnement agréé du Canada (SEAC) est jugé acceptable. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables:

Géoscientifique professionnel (PGeo)  
Ingénieur professionnel (Peng, ou ing.)  
Biologiste professionnel (PBio ou RPBio)  
Chimiste professionnel (C.Chem)  
Technicien accrédité (C.Tech)  
Technicien spécialiste agréé en ingénierie (T.S.A.I)  
Technologue en sciences appliquées(A.Sc.T)  
Spécialiste en radioprotection – (CHP ou DABHP)  
Urbaniste professionnel agréé (RPP)  
Agronome professionnel (PAg)  
Diplôme de l'American Board of Toxicology (DABT)  
Professionnel de la gestion de projet (PGP)  
Spécialiste de l'environnement agréé (SE)\*  
LEED Green Associate  
LEED AP  
Hygiéniste du travail agréé (ROH)  
Technicien en hygiène du travail agréé (ROHT),  
Hygiéniste industriel agréé (CIH)

\*Le 1<sup>er</sup> août 2010, le titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) a été fusionné sous le titre de SE – spécialiste de l'environnement agréé\_  
<http://www.cecab.org/public/content.aspx?display=background>

iii. L'accréditation intégrale signifie que le titre professionnel a été obtenu (veuillez vous reporter à la réponse 1 b. ii. ci-dessus). Si un professionnel de niveau supérieur ou intermédiaire ne détient pas une accréditation adéquate, il

est tout de même admissible dans le cadre de la spécialisation. On pourrait accorder des points supplémentaires aux candidats titulaires d'une accréditation intégrale.

Q2. Partie 5 – ATTESTATIONS. Dans cette partie de la DDP, on indique que «Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes soit émise.» Dans la partie 2 de la DDP, on peut lire : «Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre». Toute fois, l'information indiquée en-dessous renvoie à une clause du Guide des CCUA. Sous quelle forme TPSGC souhaite-t-il que les offrants présentent ces attestations? Par exemple, est-ce que les offrants doivent reprendre les clauses relatives aux attestations dans la présentation de leur section III: Attestation?

R2. Oui.

Q3. Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : Est-ce que TPSGC peut préciser quels membres de l'équipe de TPSGC doivent détenir une attestation de sécurité? À la section b), on peut lire : les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé». De quelle façon est-ce que cela s'applique, par exemple, au personnel administratif qui appuierait la préparation, la révision ou la photocopie des documents?

R3. Toutes les personnes indiquées dans l'offre de l'offrant doivent détenir une attestation de niveau «fiabilité» accordée et approuvée par la DSIC/TPSGC avant l'attribution d'une offre à commandes. Tous les autres membres du personnel proposé qui travailleront dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes et qui ne sont pas inclus dans l'offre de l'offrant doivent obtenir une attestation de niveau «fiabilité» avant l'attribution de la commande en question. Habituellement, les membres du personnel de soutien administratif ne doivent pas détenir une attestation de sécurité. Selon la portée du travail, on pourrait toutefois demander à ce qu'ils en obtiennent une avant l'attribution d'une commande subséquente.

Q4. Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : Est-ce que TPSGC peut préciser comment les exigences relatives à la sécurité s'appliquent à la gamme de sous-traitants ou de fournisseurs qui pourraient ne pas figurer, à titre de candidat, dans le Tableau de capacités de l'entreprise, mais qui pourraient appuyer le travail réalisé dans le cadre de la commande subséquente, notamment les sous-traitants en forage, les laboratoires d'analyse, les surveillants, les spécialistes de la location de services publics, les sous-traitants chargés d'enlever la neige, les sous-traitants en excavation ou les conducteurs d'excavateur.

- 
- R4. Les exigences relatives à la sécurité applicables aux sous-traitants ou aux fournisseurs seront établies en fonction de la portée des travaux avant l'attribution d'une commande subséquente.
- Q5. Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: Où dans la présentation de la proposition doit-on inclure les documents à l'appui de l'attestation de sécurité? Doit-on, par exemple, les inclure à la Section II: Offre financière ou à la Section III: Attestations?
- R5. Veuillez vous reporter aux révisions aux exigences relatives à la sécurité dans la modification n°001 à la DOC.
- Q6. Veuillez préciser le nombre de pages maximum pour les formulaires 3B et 4.
- R6. Veuillez vous reporter à la réponse 7, Formulaire 3B révisé, dans la modification n°2 à la DOC.  
Veuillez vous reporter à la réponse 8, Formulaire 4 révisé, dans la modification n°2 à la DOC.
- Q7. Formulaire 1C: L'une des exigences indique : «*Façon dont l'équipe entend respecter les exigences relatives au temps de réponses définies dans la section SR 1.4 de la rubrique Services requis*». Il n'y a pas de section SR 4 dans la DDP. Pourriez-vous apporter des précisions sur cette exigence?
- R7. Supprimer le passage «les exigences relatives aux temps de réponses définies dans la section SR 1.4 de la rubrique Services requis» et le remplacer par «les services requis de façon rentable et rapide».
- Q8. Aux termes du projet de loi PR25 de 1998, *An Act Respecting the Association of Certified Engineering Technicians and Technologists*, l'Ontario Association of Certified Engineering Technicians and Technologists (OACETT) a été autorisée à délivrer une attestation aux techniciens et aux technologues qui satisfont aux exigences minimales relatives aux études, à l'expérience et à l'enregistrement (y compris les examens liés à la loi, à l'éthique et à la pratique professionnelle) en Ontario. Veuillez confirmer si les attestations délivrées par l'OACETT constitueraient des accréditations acceptables pour les professionnels de niveau supérieur et intermédiaire, conformément au paragraphe 3c) du document de la DOC: ingénieur technologues agréé, technicien agréé et technologue en sciences appliquées.
- R8. Veuillez vous reporter à la réponse 1.b.ii. ci-dessus.
- Q9. Dans le formulaire 4 à l'annexe «D», il est indiqué : «Un formulaire par personne/spécialisation. Maximum de 2 (8,5" x 11") impression recto seulement. Total de 4 pages par volet». Si pour chaque personne, on peut présenter un formulaire d'un maximum de 2 pages, le nombre de pages par volet ne devrait-il pas être 8? (4 spécialisations x 2 pages maximum par spécialisation).
- R9. Veuillez vous reporter à la réponse n°8, Formulaire 4 révisé, de la modification n°2 à la DOC.

Q10. La section 3c) prévoit que l'on doit fournir une association professionnelle pour chaque personne figurant dans le Tableau des capacités de l'entreprise. Est-ce que TPSGC pourrait accepter le titre de SE (spécialiste de l'environnement agréé) délivré par Eco Canada?

R10. Veuillez vous reporter à la réponse 1.b.ii. ci-dessus.

Q11. Est-ce que dans le cadre de l'évaluation des points seront déduits si une personne est membre d'une association professionnelle d'une autre province que l'Ontario?

R11. Non, on ne déduira pas de points. Les personnes membres d'une association professionnelle compétente pour le territoire désigné pourraient obtenir des points supplémentaires. Veuillez vous reporter aux réponses 1.b.ii et 1.b.iii ci-dessus.

Q12. Dans la version anglaise, à la section 1(a) de la Partie 3 (page 6 de 56), il est indiqué: «use maximum 1 page, 8.5 x 11 inch (216 mm x 279 mm) paper, one side of page on all forms» et dans la version française du formulaire4 – Compétences détaillées du personnel, il est indiqué: «Un formulaire par personne/spécialisation. Maximum de 2 (8,5" x 11") impression recto seulement. Total de 4pages par volet».

Dans une partie des instructions du formulaire4, on semble sous-entendre que chaque formulaire4 peut avoir deux pages (recto). Cependant, on demande quatre formulaires. Le nombre de pages dépasserait donc le maximum prévu dans les instructions du formulaire4, soit seulement quatre pages par volet.

Est-ce que les instructions du formulaire4 ne devraient pas plutôt indiquer un maximum de huit pages par volet. Veuillez apporter des précisions à ce sujet.

R12. Veuillez vous reporter à la réponse n°8 de la modification n°002 à la DOC.

Q13. Est-ce qu'un titre de spécialiste de l'environnement agréé (SE) délivré par le Bureau canadien de reconnaissance professionnelle des spécialistes de l'environnement (BCRPSE) serait conforme à ce qui est demandé à la section 1.1.2, clause 3 c) de la DOC (accréditation)?

R13. Veuillez vous reporter à la réponse 1. b. ii. ci-dessus.

Q14. Quels titres professionnels sont acceptables pour les évaluateurs du risque conformément à la section 1.1.2 clause 3c) de la DOC (Accréditation)? Est-ce que le titre de chimiste agréé accordé par le ministère de l'Environnement de l'Ontario est acceptable? Est-ce qu'un diplôme de l'American Board of Toxicology (DABT) est acceptable? Est-ce que le titre d'hygiéniste industriel agréé (CIH) accordé par l'American Board of Industrial Hygiene est acceptable? Est-ce que le fait d'être membre de la Society of Environmental Toxicology and Chemistry est acceptable?

- R14. Veuillez vous reporter à la réponse A 1 b.ii. ci-dessus. De manière générale, le fait d'être membre d'une association professionnelle n'équivaut pas à l'accréditation et c'est pourquoi le fait d'être membre n'est pas considéré être acceptable.
- Q15. Est-ce qu'il est possible d'utiliser des sous-experts-conseils dans diverses catégories? L'évaluation du risque est un domaine de spécialisation, et il y a un certain nombre de cabinets spécialisés qui offrent ces services. Compte tenu que, dans le volet 3, on compte relativement peu de travail lié à l'évaluation du risque comparativement à d'autres catégories de travail général, nous ne voyons pas la nécessité d'avoir des spécialistes de l'évaluation du risque en tant qu'employés directs.
- R15. Veuillez vous reporter à la réponse no2. b) et à la question et à la réponse n°10 de la modification n°2.
- Q16. Serait-il possible de retenir les services de rédacteurs de devis (pour les volets 3 et 4) et d'hygiénistes industriels agréés (pour le volet 4), au besoin, en faisant appel à des sous-experts-conseils? Selon le répertoire des membres en ligne de Devis de Construction Canada (DDC), il y a seulement 70 rédacteurs de devis agréés (RSW) et seulement 12 spécialistes des devis de construction dans l'ensemble du pays. Selon la liste publique de l'American Board of Industrial Hygiene (ABIH), il y a seulement 65 CIH inscrits en Ontario. Comme cette catégorie de professionnels compte relativement peu de membres, est-il nécessaire que ces services soient fournis par des employés directs?
- R16. Se reporter aux réponses n<sup>os</sup> 6 et 9 de la modification n°002 à la DOC et à la réponse 1.b.ii. ci-dessus.
- Q17. Les différents groupes de tarifs de services externes rendent très difficile la fourniture de l'expertise spécialisée nécessaire à la DOC fondée sur des tarifs uniformes. Par exemple, habituellement, les évaluateurs du risque principaux exigent un tarif beaucoup plus élevé que les ingénieurs en environnement principaux, cependant ces deux types de professionnels devaient facturer leurs services à titre de «professionnel de niveau supérieur». De même, un rédacteur de devis est un spécialiste (selon le répertoire des membres en ligne de Devis de Construction Canada (DDC), il y a seulement 70 rédacteurs de devis agréés (RSW) et seulement 12 spécialistes des devis de construction dans l'ensemble du pays) qui exigeraient des honoraires beaucoup plus élevés que le tarif facturé par un ingénieur ou un scientifique de niveau intermédiaire, mais par contre les deux types de professionnels devraient être payés à titre de «professionnel de niveau intermédiaire». Encore une fois, un évaluateur du risque de niveau intermédiaire facturerait habituellement ses services à un tarif beaucoup plus élevé qu'un «scientifique ou un ingénieur» de niveau intermédiaire. Est-il possible pour TPSGC de réviser les catégories de tarifs de

services externes afin de permettre que les différents types de spécialistes aient leur propre tarif de services externes?

- R17. TPSGC ne révisera pas les catégories de personnel figurant dans la section 1.2 de la Partie 4 de la DOC. Veuillez vous reporter à la réponse n°6 de la modification n°002 de la DOC.
- Q18. Le Tableau des capacités de l'entreprise, formulaire 3A(3), recense les catégories «scientifique/ingénieur» et «scientifique/analyste/ingénieur», cependant, outre les agronomes et les biologistes, aucune autre catégorie de scientifiques n'est indiquée à la section 1.1.2 clause 3c) de la DOC (Accréditation). Comme dans le volet 3 on devrait avoir recours à de nombreux employés possédant une expertise en sciences autre qu'en agronomie ou en biologie, est-ce que l'on pourrait avoir recours à du personnel non professionnel pour les catégories «scientifique/ingénieur» et «scientifique/analyste/ingénieur»?
- R18. Les membres du personnel qui satisfont aux critères prévus à la Partie 4 de la DOC et qui respectent les qualifications applicables du volet sont admissibles aux fins d'évaluation. Le personnel professionnel pourrait obtenir des points supplémentaires.
- Q19. Dans le Tableau des capacités de l'entreprise, formulaire 3A(4), figure la catégorie «consultant en environnement», mais parmi les catégories figurant à la section 1.1.2 clause 3c) de la DOC (Accréditation) on ne mentionne que les ingénieurs, les géologues les planificateurs et les gestionnaires de projet. Comme dans le cadre du volet4 on devra avoir recours à du personnel possédant de l'expertise autre que celle des professions indiquées, est-ce que l'on pourrait avoir recours à du personnel non professionnel pour les catégories «consultant en environnement» du volet 4?
- R19. Les membres du personnel qui satisfont aux critères prévus à la Partie 4 de la DOC et qui respectent les qualifications applicables du volet sont admissibles aux fins d'évaluation. Le personnel professionnel pourrait obtenir des points supplémentaires.

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.



**ANNEXE « D » (Rév. 1) - FORMULAIRES****Formulaire 1C - APPROCHE DE TRAVAIL EN ÉQUIPE ET GESTION DES SERVICES****Nom de l'entreprise :****FOURNIR L'ORGANIGRAMME (*sur une feuille, imprimée d'une seul côté, 8,5 po x 11 po*)**

- Approche de l'entreprise pour ce qui est de donner suite aux commandes subséquentes individuelles
- Étendue des ressources de l'entreprise;
- Techniques d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité
- Techniques de contrôle du budget
- Techniques de contrôle du calendrier
- Façon dont l'équipe entend respecter les exigences relatives et le remplacer par les services requis de façon rentable et rapide.